

Travail : les trois déficits

Posté le : 4 mai 2026 19:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

On se concentre, dans les débats sur le travail, sur le fait qu'on travaille globalement peu en France relativement aux pays comparables. Il est vrai que lorsqu'on cumule la durée hebdomadaire à 35h, les arrêts maladie, les congés et les RTT, la retraite précoce et parfois très précoce, les préretraites, les invalidités imaginaires accordées un peu vite, et milles avantages particuliers portant sur la disponibilité au travail, on obtient un nombre de jours travaillés en France réellement plus faible qu'ailleurs. Dont acte !

Mais ce n'est que le premier déficit concernant le travail.

Le second est la diminution du nombre de personnes en âge de travailler. Dans les dix dernières années les effectifs de la classe d'âge 20 ans-60 ans ont baissé, en dépit de l'immigration, qui n'est pas majoritairement une immigration de travail. La baisse radicale de jeunes de moins de 20 ans annonce une régression accélérée dans la décennie à venir, avec de nombreux départs à la retraite non remplaçables. La dénatalité et le vieillissement pèsent massivement sur la quantité de travail possible.

Le troisième déficit est la faible productivité du travail en France.

Il faut inlassablement dénoncer la fable de la plus forte productivité française comparée à nos voisins européens. La statistique demande à être comprise. En augmentant artificiellement le minimum salarial et en y ajoutant des prélèvements sociaux ahurissants, ce qu'on a appelé la « smicardisation » de l'emploi, on a évacué la possibilité d'employer un à deux millions de personnes à très faible capacité productive. Les seuls emplois qui restent possibles exigent donc un certain niveau de productivité, faussant toutes les statistiques comparatives. Les pays qui n'ont pas fait cette erreur tragique ont une productivité moyenne plus faible mais un Pib global plus élevé qui permet d'étaler les charges, et donc rend possible des emplois plus productifs et moins chargés. Ce petit piège statistique est en général incompris et permet des erreurs d'interprétation fâcheuse.

Le volume de l'emploi de fonctionnaires aggrave aussi le déficit de productivité. Surveiller l'évacuation des eaux usées dans les maisons de bord de mer n'a aucune productivité. De même travailler à perte ne crée aucune productivité. Les 30.000 salariés de la SNCF qui travaillent dans des TER qui roulent à perte, les salariés de l'audiovisuel qui génèrent un besoin de 4 milliards de subventions publiques ou ceux qui travaillent pour une énergie éoliennes déficitaires de plusieurs dizaines de milliards, n'ont pas de productivité. Les activités de service non mécanisables ont longtemps eu moins de productivité que l'industrie dont les chaînes ont pu être automatisées.

Un autre aspect est lié à la pratique qui consiste à rejeter sur l'utilisateur des tâches effectuées précédemment par l'entreprise. Ce « do it yourself » imposé ne représente pas globalement une hausse de la production juste un transfert sur les clients.

L'IA a le potentiel de changer les choses mais on n'y est pas encore en France.

De même une fiscalité qui prive les investisseurs de moyens entraînent des retards de compétitivité qui pèse sur la productivité nationale. Nous sommes les rois de la fiscalité et des réglementations

paralysantes, sans bien réaliser les conséquences sur l'intensité et la productivité du travail.

Dernier aspect, les systèmes de changes flottants ont provoqué le retour des crises périodiques avec des pertes de PIB considérables qui pèsent naturellement sur l'investissement et la croissance. La baisse de qualité et d'adéquation de l'enseignement, avec une population immigrée disposant souvent d'un potentiel limité, n'a pas arrangé les choses.

Confronté à toutes ces misères, le travail en France se porte mal.

Les démagogues qui se croient malin avec des propositions apparemment alléchantes de « réduire la différence entre le brut et le net » devraient être publiquement mis devant leur ignorance ou leur volonté de prendre les électeurs pour des imbéciles. Invisibiliser des charges sociales en les transférant sans les réduire est pire qu'une politique de gribouille. La productivité c'est faire plus, avec les moyens à disposition, pas la même chose en réagencant les moyens.

Est-ce que revenir sur la réduction massive du temps de travail depuis 50 ans est la solution principale ? C'est en fait un emploi des gains de productivité plus qu'un facteur de la productivité. Tant que la croissance a été rapide, on a pu restreindre la durée du travail surtout là où la pénibilité était forte. La stagnation ne permet pas de financer le non-travail. Le faire par la dette est une folie.

Il est clair que les « 35 heures », l'absentéisme massif, et la démagogie sur l'âge de départ en retraite posent aujourd'hui un problème. Pour la raison qu'on a payé du non-travail au moment où les crises à répétition et l'ouverture mondiale à la concurrence des pays très peuplés et pauvres, ont rendu la croissance quasi nulle. On a distribué à l'avance les bénéfices, en termes de temps de travail, d'une croissance qu'on n'a pas obtenue.

C'est un accident de l'histoire qui ne remet pas en cause l'idée que la croissance puisse s'accompagner de la réduction des temps passés au travail.

La longue liste des expédients ayant été épuisée, il va falloir arrêter de distribuer des fruits d'une croissance absente.

Ce serait une erreur gigantesque de croire qu'on peut le faire uniquement en jouant sur la durée du travail.

Depuis 50 ans, avec une accélération à partir de 1981, nous avons connu un manque à gagner de presque mille milliards d'euros de PIB.

C'est facile à calculer. En 1971 nous étions dans les trois premiers pays (comparables) pour le PIB par tête. Si vous prenez la moyenne des trois pays actuellement en tête, en éliminant les paradis fiscaux et les pays pétroliers, et que vous multipliez par la population actuelle de la France vous parvenez à un PIB global supérieur de 700 milliards à 1.200 milliards selon les statistiques de PIB par tête utilisées.

Le jour où on aura récupéré au moins 500.000 milliards de ce PIB oublié en route, on pourra songer à nouveau à la question de la durée du travail, dont la réduction n'est pas un péché.

En attendant la vraie réponse à la question du travail et du niveau de vie est d'envisager **tous les moyens nécessaires pour revenir dans les trois premiers pays pour le PIB par tête.**

Une telle ambition exige des changements radicaux dans de très nombreuses directions. Pas seulement la suppression des acquis sociaux sur les durées de travail dont la réduction progressive peut rester un objectif souhaitable à condition d'être appuyée sur une hausse importante du PIB par tête.

La France est devenue un pays fragile, où le moindre accident de la vie provoque souvent des

ruptures dommageables car très difficiles à rattraper. Proposer du sang et des larmes, dans un tel contexte, est une sottise.

Il faut générer de l'espérance dans des jours meilleurs avec plus de ressources et moins de peines. Cela suppose de combattre tous ceux qui veulent interdire de produire plus au profit de plus d'exactions fiscales ou d'idéologie verte, de plus d'interdictions et de contrôleurs, ou emprunter plus pour maintenir des avantages aventurés.

Il faut brider les discours malthusiens, les fantaisies sur le Bonheur Intérieur Brut à substituer au PIB, tellement mesquin, et autres fariboles.

Et arrêter de faire semblant de croire qu'en réduisant de 15 milliards d'euros de dépenses publiques tout ira mieux.

Il nous manque 500 à 600 milliards d'euros de PIB pour que tout le monde puisse faire face à ses contraintes tout en reprenant le chemin de la croissance équilibrée. Point de salut si on ne les retrouve pas.

Les programmes politiques tels qu'exposés à ce jour proposent des objectifs minables et s'appuient de façon malsaine sur la recherche de boucs émissaires.

Une seule solution : cap sur les mille milliards de PIB perdus du fait d'un choix politique étatiste et socialisant, dominant depuis 50 ans.

Ce n'est pas facile : la stagnation que nous constatons et qui est relativisée par la propagande officielle qui prétend que Macron a fait revenir la croissance grâce à ses mesures de « start up nation », une propagande absolument vide de sens malgré quelques mesures d'apparence, s'est aggravée au premier trimestre 2026. On risque un coup de Trafalgar interne et externe avec une crise mondiale possible à la clé. Comme en 2007, où Nicolas Sarkozy avait annoncé des merveilles alors que la crise était à nos portes et qu'il ne voulait absolument pas la voir.

Lorsqu'Eric le Boucher, dans l'Opinion, se félicite d'une situation nouvelle où les emplois résistent et sont bien là alors que les candidats manquent, il devrait considérer qu'il y a eu plus de croissance de la dette que du PIB dans la période Macron, globalement désastreuse. La résistance provient d'un système alimenté par la dépense publique et la dette, alors que cela peut s'arrêter brutalement. La stabilité de l'emploi n'est pas due à une industrie forte et assurée mais à des marchés dépendant pour une part importante de subventions publiques. C'est largement artificiel et fragile, avec des taux de chômage encore délirant par rapport aux meilleurs de nos voisins. Se glorifier d'être à plus de 7% de chômage quand les autres pays comparables sont entre 3 et 5%, et disposent d'un revenu moyen qui est la moitié de celui des meilleurs d'entre eux, est un poil extravagant.

Bruno Retailleau a décidé de faire du travail une priorité nationale, comme la natalité, comme la réforme de l'enseignement, comme la sécurité, comme la dette et les finances publiques, comme la justice, comme...

Une des cent cellules chargées d'élaborer son programme présidentiel doit sans doute réfléchir sur cette priorité nationale. On peut craindre que cette méthode ne permette pas de voir l'éléphant au milieu de la pièce : la perte dramatique de PIB par tête accru dans ces effets par l'effondrement démographique et le sous-investissement chronique. La priorité n'est pas le travail mais le PIB par tête. Tout le reste n'est que chanson.

Didier Dufau